

## Appui à la formation

Campagne P.

Etat de l'agriculture en Méditerranée : les politiques agricoles et alimentaires

Montpellier : CIHEAM

Cahiers Options Méditerranéennes; n. 1(4)

1993

pages 99-103

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=93400041>

To cite this article / Pour citer cet article

Campagne P. **Appui à la formation**. *Etat de l'agriculture en Méditerranée : les politiques agricoles et alimentaires*. Montpellier : CIHEAM, 1993. p. 99-103 (Cahiers Options Méditerranéennes; n. 1(4))



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

# Appui à la formation

Pierre Campagne

CIHEAM-Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (France)

*Le groupe formation a travaillé selon un cadre assez général que je vais vous commenter, qui était donc destiné à guider ses travaux. Quatre points devaient être abordés dans ce schéma, qui représentent quatre questions :*

1. *Quels sont les besoins actuels de formation à l'analyse, l'élaboration, le suivi et l'évaluation des politiques agricoles et alimentaires dans les pays méditerranéens ?*
2. *Quelles sont les réponses actuelles des systèmes de formation dans les différents pays ?*
3. *Quels sont les systèmes de formation qu'il faudrait promouvoir pour combler l'écart entre les besoins et les réponses actuelles ?*
4. *Quel serait le rôle du CIHEAM dans la mise en place de ces systèmes de formation ?*

On a donc abordé ces quatre questions, je ne dirai pas l'une après l'autre car bien évidemment les réponses se chevauchent assez souvent, et je m'en vais essayer quand même d'exposer les résultats de notre travail en respectant ces quatre points, mais surtout en demandant aux membres du groupe qui sont là de compléter mon propos chaque fois qu'ils le jugeront bon car j'ai pu oublier un certain nombre de choses tant la discussion était dense et puis parfois peut-être pas très ordonnée non plus.

## I. – Les besoins

Il y a cinq qualificatifs que l'on pourrait aborder : d'abord leur importance, ensuite leur différenciation – on va voir comment se fait cette différenciation dans les besoins –, ensuite les contenus de ces besoins qui sont assez particuliers, l'évolution du contexte et enfin, l'urgence.

### 1. L'importance des besoins

On a fait un tour de table là-dessus et il est évident que, dans chaque pays, on constate un décalage

très important entre la modification du travail des cadres de politiques agricoles et, je dirais, une certaine inertie des systèmes de formation qui sont en face. C'est-à-dire qu'il y a effectivement des besoins très importants à la fois en formation initiale, en formation permanente et en recyclage. Alors, l'importance de ces besoins peut s'exprimer par exemple, comme c'est le cas en Espagne, par la réforme de l'enseignement supérieur agricole qui profite justement de cette modification pour mettre un accent très particulier sur l'économie rurale et sur la formation aux politiques agricoles et alimentaires, avec des besoins très importants qui sont peu satisfaits pour le moment. Cela peut être, dans d'autres cas, l'existence de mutations économiques très importantes comme en Algérie, où, là aussi, la formation n'a pas suivi les mutations observées dans le travail des cadres.

## 2. Besoins très différenciés

Là, on a essayé de travailler sur les publics. Et on a en fait vu que le type de public était extrêmement varié. Si l'on fait une typologie du public, on aboutit à quelque chose d'assez complexe :

- les décideurs : on s'aperçoit que, dès qu'un décideur devient décideur, il est complètement en dehors des systèmes de formation par manque de temps mais aussi par manque d'offre de formation ;
- bien sûr, tous les cadres qui préparent les décisions ;
- les formateurs : on y reviendra parce que c'est sans doute l'une des cibles importantes que l'on voudrait vous proposer ;
- les chercheurs.

Jusqu'à-là, je dirais, rien de bien original, puisque c'est un peu les quatre groupes assez classiques qui sont d'habitude la cible de la formation dans ce type de contenu.

Mais, beaucoup d'entre nous ont insisté sur le fait que, avec la privatisation, avec l'évolution

importante des conditions du développement agricole, il y avait trois groupes d'acteurs économiques qui devenaient très importants dans la mise en œuvre, mais aussi dans l'élaboration de la politique agricole :

- ceux qui ont trait aux entreprises, c'est-à-dire tous les responsables des unités de production qui mettent en œuvre la politique agricole ;
- les professionnels de l'agriculture, c'est-à-dire à la fois peut-être des entrepreneurs mais aussi des responsables de syndicats, de chambres d'agriculture et d'organisations professionnelles agricoles ;
- les bureaux d'études, parce qu'ils deviennent de plus en plus des institutions qui concourent à l'élaboration et à l'évaluation des politiques agricoles dans la mesure où un certain nombre de travaux leur sont sous-traités.

Evidemment, on verra que ce public très différencié réclame une gestion particulière pour chacun des groupes qui sont en présence et qui n'est pas nécessairement évidente.

### 3. Les contenus

Ils sont assez particuliers et assez ciblés. En effet, au-delà des débats qu'on avait exprimés dans la note introductive, on s'aperçoit qu'effectivement, on a en fait trois grands types de contenus qui sont importants à signaler :

- tout ce qui touche à la problématique, aux concepts et au processus, qui sont en jeu dans l'élaboration et l'analyse d'une politique agricole. C'est finalement tout ce qui doit être donné aux cadres, mais aussi aux politiques et bien sûr aux chercheurs, aux formateurs et aux entrepreneurs, comme outils qui leur permettent de comprendre ce qui se passe. Comprendre ce qui se passe, c'est-à-dire apprendre aux gens à raisonner sur l'existant.
- les méthodes et techniques bien entendu ; ça, je crois que c'est une constante, je ne vais pas insister bien que ce ne soit pas si facile que ça pour la mettre en œuvre du point de vue de la situation de ces besoins.
- tout ce qui représente les données informatives. On s'aperçoit que l'élargissement du champ d'exercice des politiques agricoles aboutit à un élargissement très important du champ des données à mobiliser et à utiliser pour faire le métier qui consiste à élaborer, évaluer ou gérer les politiques agricoles. Il y a donc là tout un travail de mise à disposition de données

informatives qui, pour le moment, est un besoin qui n'est pas satisfait, comme on le verra.

### 4. Quatrième caractéristique de ces besoins

Ils sont mis à jour dans un contexte qui est en pleine évolution, ce qui veut dire que des besoins nouveaux sont apparus.

Cette nouveauté, on l'a exprimée par quelques éléments : il y a un changement de problèmes qui est évident – on l'a assez vu pendant tout le séminaire ; il y a un changement d'environnement – cela aussi a été très développé pendant le séminaire ; il y a aussi un changement d'acteurs. Ces trois points militent dans le sens de ce changement de contexte.

### 5. L'urgence

Le tour de table a été jalonné d'exemples importants de décisions de politique agricole qui sont prises sans qu'il n'y ait aucune véritable base d'analyse sérieuse, parce que ces bases n'existent pas et donc autorisent tous les dérapages en matière de décisions. Peu de préparation, et surtout peu de moyens pour prévoir les décisions. C'est un des points sur lesquels on va revenir.

## II. – Les réponses actuelles

En ce qui concerne les réponses actuelles des systèmes de formation dans les pays méditerranéens, on a tenté de distinguer d'abord quelles sont les réponses en terme de formations initiale, doctorale, permanente, puis en terme de contenu, et enfin de les évaluer qualitativement.

- **Formation initiale.** On s'est aperçu qu'on est dans une situation assez paradoxale, pour la formation à la politique agricole, qui peut s'énoncer de façon assez triviale et simplificatrice de la façon suivante : on a des écoles d'agronomie qui au mieux forment à la micro-économie mais sans toucher à la macro-économie, des universités qui forment à l'économie et à la macro-économie mais sans toucher à l'agriculture, et des écoles de gestion et de commerce qui forment des entrepreneurs qui ne sont préparés ni à l'agriculture ni à la liaison avec la macro-économie. La politique agricole se trouverait en quelque sorte à

l'épicentre de ce triangle, entre les écoles d'agronomie, les universités, les écoles de gestion, sans avoir de lieu d'appartenance, sans qu'il y ait un lieu qui se l'approprie vraiment, ce qui est un problème important.

- **Formation doctorale.** On a fait un tour de Méditerranée pour constater qu'effectivement, à peu près dans tous les pays méditerranéens sauf un, quelqu'un qui veut faire un doctorat en économie agricole a au moins une institution dans son pays où s'inscrire, mais on a constaté que – et on le verra dans le côté qualitatif – ces formations doctorales sont en général assez traditionnelles. Elles tiennent peu compte justement du contexte en pleine évolution.
- **Formation permanente.** Là, je crois que c'est un constat de carence, c'est-à-dire qu'en fait, les institutions de formation permanente ne portent pas généralement sur les problèmes de politiques agricoles et alimentaires, sauf quelques modules parfois (le CIHEAM étant peut-être l'une des rares institutions à inclure dans ses programmes ces modules). Il n'y a pas en fait, dans les pays, d'institutions qui organisent cette formation, mis à part quelques cours de la Banque Mondiale qui sont en général beaucoup plus larges que la politique agricole et qui jusqu'à présent portaient beaucoup plus sur deux éléments : les projets et/ou l'ajustement structurel et donc quelque chose de très partiel et de très limité par rapport aux besoins.

Nous avons ensuite essayé **d'évaluer qualitativement ces réponses actuelles.**

En disant d'abord que ce qui les caractérise, c'est qu'elles sont en général très compartimentées alors qu'on a vu justement que les problèmes étaient assez globaux.

En montrant ensuite qu'elles sont, de plus, peu actualisées, c'est-à-dire qu'il y a peu d'injections des problèmes actuels dans ces formations. Elles sont souvent éclatées entre plusieurs institutions et il n'y a donc pas la dynamique que pourrait provoquer une concentration (on a cité par exemple les 14 facultés d'agronomie de la Turquie).

Elles sont aussi très inégales selon les sujets : on nous a expliqué qu'en Italie, par exemple, tout le monde décrivait dans l'enseignement ce qui s'est passé avec la PAC à la fois du point de vue des mesures, de l'histoire et de ce que la PAC a voulu faire, que beaucoup plus rarement on enseignait la signification de ce qui s'était passé (c'est-à-dire la compréhension de ce qui s'était passé, pourquoi ça s'était passé ainsi et pas autrement), et que pratique-

ment jamais on ne trouvait un enseignement qui allait évaluer les effets réels de cette politique sur les pays et sur les agricultures.

### III. – Les réponses à mettre en place

On a distingué quelles seraient les conditions générales dans lesquelles pourraient se mettre en œuvre ces réponses, quels seraient les contenus de ces formations, les publics et les modalités.

- **Première condition générale.** On a bien réfléchi sur la contradiction actuelle, qui est, effectivement, que beaucoup de gens, de par leur fonction, de par leur métier, sont amenés à préparer les décisions de politique agricole et ne sont absolument pas formés pour le faire.

Mais ce n'est pas une raison pour faire une formation à l'analyse et à l'évaluation des politiques agricoles et alimentaires qui soit une formation à des recettes, c'est-à-dire qu'on insiste sur le fait qu'il y a nécessité, si l'on veut former des gens à la pratique des politiques agricoles et alimentaires, d'une formation de base. Cette formation aux politiques agricoles et alimentaires doit arriver plutôt à la fin qu'au début et après avoir parcouru un certain nombre de stades sur les différentes composantes de l'économie, et notamment de l'économie agricole.

- **Deuxième condition générale.** Il est très important de marier à la fois ces pré-requis et un constant empirisme. C'est-à-dire qu'il est très important de faire remonter en permanence l'empirisme des problèmes réels dans la formation, parce que l'ambition de la formation, c'est d'arriver à ce que, petit à petit, les gens formés puissent réaliser cette compréhension globale du système dans lequel ils ont à travailler et puissent arriver à ce qu'on leur demande quels seraient les effets de la modification d'une des parties du système sur l'ensemble du système.

On s'est aperçu que, pour pouvoir aboutir à ce résultat du point de vue formation, il faut à la fois marier une formation de base, une formation aux méthodes bien entendu, et une analyse empirique des situations agricoles. Ce qui fait que l'ambition de la formation telle qu'on pourrait la formuler – on a essayé de l'exprimer par un ensemble de phrases – serait : **premièrement** d'apprendre à analyser le mode de fonctionnement d'ensemble d'une agriculture ; **deuxièmement**, en tenant compte de la société à laquelle elle appartient,

parce que le rapport entre agriculture et société est très important ; et **troisièmement**, en apprenant à comprendre sa régulation : régulation par l'intérieur, ce qui veut dire tous les problèmes de rapports de force, etc., et régulation par l'extérieur, c'est-à-dire toutes les contraintes internationales, toutes les données qui viennent justement réguler ce fonctionnement. Finalement, il y a toute une formation aux relations avec une quantification très forte si l'on veut comprendre et mesurer de façon correcte les relations.

A partir de cette définition un peu générale, quels seraient les contenus ? Là, je vais reprendre ce que j'ai déjà dit car c'est important. Il s'agit :

- du contenu d'analyse : apprendre à comprendre l'existant ;
- de l'élément très important et sur lequel beaucoup de gens ont insisté dans le groupe : apprendre à mobiliser l'information pour expliquer cet existant, car on a beaucoup insisté sur le temps qui était passé à collecter et traiter l'information.
- d'apprendre à prévoir et à discuter les alternatives, c'est-à-dire quels types d'alternatives et de quels types de transformation la réalité peut-elle être l'objet. Ce qui veut dire que, quand on regarde ces trois éléments (apprendre à comprendre, apprendre à mobiliser l'information pour expliquer la réalité, apprendre à prévoir les alternatives qui vont permettre de transformer cette réalité), on s'aperçoit que l'analyse des politiques agricoles et les réponses qu'il faut apporter pour sa formation, c'est en permanence un va-et-vient entre l'apprentissage des processus et la mesure quantitative des ces processus. Le débat finalement entre méthodes quantitatives et méthodes qualitatives est un faux débat, puisqu'en fait, il y a en permanence un aller-retour entre les deux.

On s'est aperçu que c'était difficile d'avoir une même réponse pour plusieurs publics et plusieurs cursus. Mais il semble qu'on a des publics prioritaires : on y a insisté pour l'Algérie par exemple, et pour d'autres pays. Compte tenu de l'urgence et du nombre de gens à former, il y a une notion de démultiplication à introduire.

- Ce qui veut dire que – et là on va retrouver le rôle que le groupe attendrait du CIHEAM – la première priorité, ce sont les formateurs. Il est absolument indispensable qu'il y ait dans les pays des formateurs capables d'assurer à la fois la formation initiale, bien sûr, renouvelée par ce nouveau contexte des politiques agricoles, mais surtout la formation permanente, si l'on veut que

ces besoins soient satisfaits.

En fait, il serait un peu illusoire d'organiser des sessions qui serait directement adressées à des cadres ; il faut passer par ces formateurs qui vont eux-mêmes démultiplier la formation.

- La deuxième priorité concernerait les décideurs dans les différentes sphères, c'est-à-dire à la fois les décideurs de l'Etat mais les autres décideurs également. Il y a là un manque évident : aucune formation n'est effectivement proposée à ce type de décideurs et on en a souligné l'importance.
- Troisième type de réponse qui a été proposé, c'est de dire qu'à l'instar de ce qui a été fait dans les pays du Nord, on ne trouve pas dans chacun des pays du Sud et entre les pays du Sud de lieux de confrontation entre les décideurs, les chercheurs et les professionnels. Il y a, à la rigueur, des réunions de chercheurs, peut-être qu'il commence à y avoir dans le Sud des réunions de professionnels, mais il n'y a jamais de lieux de confrontation entre ces trois types d'acteurs. Ce lieu de confrontation pourrait être un outil de formation extrêmement important pour les trois types d'acteurs.

#### IV. – Quel rôle pour le CIHEAM ?

Trois propositions très concrètes ont été formulées.

a) La première ce serait, dans la mesure où l'on veut une formation démultipliée, c'est-à-dire une formation de formateurs, dans la mesure où l'on veut s'adresser aussi à des chercheurs, ou à des cadres, où le nombre et la qualité des gens à former est assez diffus, de **créer des modules de formation** qui pourraient être utilisés :

- pour la formation de formateurs ou la formation de chercheurs,
- pour former des cadres,
- en formation à distance ou en auto-formation.

On manque effectivement d'outils de formation qui pourraient avoir cette polyvalence dans l'utilisation. C'est l'une des premières choses qui pourrait être fournies par le CIHEAM, sur des sujets dont on n'a pas abordé les thèmes particuliers. La seule chose qu'on a indiqué, c'est que, dans ces modules, une place importante devrait être réservée aux méthodes.

b) Deuxième type de travail qui pourrait être fait par le CIHEAM, est ce qu'on a appelé des **séminaires informatifs**. A partir de ce que j'ai dit tout à l'heure sur la diversité et les changements importants qui se produisent dans l'environnement de la décision en matière de politique agricole, il est souhaité, à un rythme temporel et sur des sujets qui seraient à définir, qu'il y ait en quelque sorte des séminaires de mise à jour – cela rejoint ce que disait le

Président dans son allocution – permettant à des cadres, des formateurs, des chercheurs, d'avoir accès au recyclage de la connaissance dans le domaine des politiques agricoles et alimentaires.

c) Troisième type de séminaire que le CIHEAM pourrait organiser, **des séminaires de rencontres** et de débats regroupant des **chercheurs**, des **professionnels** et des **décideurs**.



